

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le 28 JUIL. 2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### APAC 29

ZA de Ty Hémon  
29190 Lothey

Références : ENV-D-25. 325  
Code AIOT : 0005516611

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2025 dans l'établissement APAC 29 implanté ZA de Ty Hémon 29190 Lothey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APAC 29
- ZA de Ty Hémon 29190 Lothey
- Code AIOT : 0005516611
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APAC 29 est autorisée à exploiter un établissement de travail et de traitement de bois par l'arrêté préfectoral n°05-10-AI du 27/01/2024.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 1.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Modification et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 1.3.2.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Analyse des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription, Levée de mise en demeure	3 mois
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 6.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.2.2.	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 45	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Confinement	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 2.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a mis en œuvre les actions permettant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure en date du 22/01/2025.

Par ailleurs, l'inspection a relevé de nouveaux écarts majeurs liés notamment à la mise à jour de la situation administrative et de l'étude dangers. En effet, le dossier de demande d'autorisation du janvier 2009 ne recense pas l'ensemble des activités et des installations annexes constatées lors du contrôle.

L'inspection constate notamment que la présence d'une cuve de propane de 3,5 tonnes et le séchoir à palettes fonctionnant au gaz naturel n'ont pas été pris en compte.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 1.1.1.

**Thème(s) :** Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des installations classées

#### Prescription contrôlée :

La société APAC29 Industries, dont le siège social est situé zone artisanale de Ty Hémon 29190 LOTHEY, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter à la même adresse, des activités de scierie et dépôt de bois, ainsi qu'une installation de traitement du bois par immersion, dont les installations classées sont détaillées dans les articles suivants.

Rubriques de la nomenclature	Nature - Volume des activités	RÉGIME (A-D)
2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois. Puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines = 493 kW	A
2415-1	Installation de mise en œuvre de produits de préservation du bois par trempage. Quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation supérieure à 1 000 litres	A
1530-2	Dépôts de bois ou matériaux combustibles analogues. Quantité maximale totale stockée = 4 430 m <sup>3</sup>	D

#### Constats :

L'exploitant déclare qu'un projet de scission des activités sur un site voisin acquis en février 2025 va faire évoluer le classement des activités.

L'inspection indique que la rubrique 1530 a été modifiée par le décret n°2010-367 du 13/04/2010. L'activité de dépôt de bois ou de matériaux combustibles analogue relève désormais de la rubrique 1532 de la nomenclature des ICPE.

L'inspection constate que l'exploitant n'a toujours pas déclaré la cessation définitive de l'activité de traitement de bois.

L'inspection constate la présence d'un séchoir à palettes fonctionnant au gaz. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection des installations classées la puissance thermique nominale de cette installation.

Il appartient à l'exploitant de :

- transmettre à l'inspection des installations classées la puissance thermique nominale de l'installation de séchage de palettes ;
- réévaluer le classement de ses installations concernées par la nomenclature précitée ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>déclarer la cessation définitive de l'activité de traitement de bois selon les dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Modification et cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 1.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuées par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'une cuve de propane d'une capacité de 3,5 tonnes à proximité d'une zone extérieure de stockage de palettes située près de l'atelier palettes et du séchoir. L'inspection constate que la cuve non classée et le séchoir à palettes n'ont pas été pris en compte dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation initial.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de mettre à jour l'étude de danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Analyse des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 12/09/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Elles sont collectées et évacuées dans le milieu naturel, sous réserve de respecter au droit du rejet, les valeurs limites ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>hydrocarbures totaux (NF-T 90.114) : 5 mg/l ;</li> <li>DCO (NF-T 90.101) : 125 mg/l ;</li> <li>MES (NF-EN 872) : 35 mg/l.</li> </ul>

**Constats :**

L'exploitant met à disposition de l'inspection le rapport d'analyse des eaux pluviales n°2025\_1.18109.1 établi par le laboratoire Capinov le 26 mai 2025.

Le rapport met en évidence les résultats suivants :

- hydrocarbures totaux : < 0,05 mg/l pour une valeur limite de 5 mg/l ;
- DCO : 50 mg/l pour une valeur limite de 125 mg/l ;
- MES : 66,6 mg/l pour une valeur limite de 35 mg/l.

L'inspection constate un dépassement pour le critère MES.

Il appartient à l'exploitant de respecter les valeurs limites des eaux pluviales rejetées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Confinement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé ou la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

**Constats :**

L'inspection constate que :

- le bassin de confinement est entretenu et en bon état ;
- la nouvelle clôture périphérique intérieure de cet ouvrage est en cours de pose ;
- la vanne d'obturation du bassin est accessible et fonctionnelle

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : Niveaux acoustiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 6.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux limites de bruit - Contrôles

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit faire réaliser [...] tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle du respect des valeurs du

niveau limite et de l'émergence des émissions sonores générées par son établissement. La mesure de l'émergence s'effectue en limite de propriété de l'habitation tiers la plus proche de l'établissement.

**Constats :**

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que les mesures de niveau de bruit et de l'émergence n'ont pas été réalisées depuis l'obtention de l'autorisation.

Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de mesure du niveau de bruit et de l'émergence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Collecte des effluents liquides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine, la distribution de l'eau et les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (Vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

L'exploitant met à disposition un plan des réseaux à jour mais incomplet.

L'inspection constate :

- l'absence de légende explicative ;
- l'absence de positionnement des ouvrages tels que les vannes et les compteurs ;
- l'absence des positions des points de contrôle et de rejet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection un plan des réseaux comportant l'ensemble des éléments prescrits.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois



N° 7 : Émissions dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une mesure de poussières totales est effectuée au minimum tous les trois ans par un organisme agréé. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique à l'inspection que les mesures de poussières ne sont pas réalisées.  Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de mesure des poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**PROJET** D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ  
APAC 29 SITUÉE ZA DE TY HÉMON À LOTHEY

Le Préfet du Finistère,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°05-10-AI du 27 janvier 2010 autorisant la société APAC 29 à exploiter un établissement exerçant des activités de scierie, dépôt de bois et traitement du bois à Lothey ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du 22 octobre 2024 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec AR du même jour ;
- VU** le rapport et les propositions en date du **XX** juillet 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 22 octobre 2024, l'inspection constate que la situation administrative de l'établissement n'est pas à jour ;
- CONSIDÉRANT** que dans le rapport du 22 octobre 2024 susvisé, l'inspection demandait à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter la mise à jour du classement de ses installations et de déclarer la cessation définitive de l'activité de traitement de bois classée au titre de la rubrique 2415 ;
- CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 18 juillet 2025, l'inspection constate que la situation administrative n'a toujours pas été mise à jour ;
- CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 18 juillet 2025, l'exploitant déclare l'acquisition d'un site voisin en février 2025 et qu'un projet de scission de ses activités faisant évoluer leur classement est en cours ;
- CONSIDÉRANT** que cette non-conformité ne permet pas la surveillance des effets de l'installation sur son

environnement ;

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 18 juillet 2025, l'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées le rapport d'analyse des eaux pluviales établi par le laboratoire Capinov le 26 mai 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que ce rapport met en évidence une valeur de 66,6 mg/l de matières en suspension pour une valeur limite autorisée de 35 mg/l ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité est de nature à impacter la qualité des rejets des effluents au milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2010 susvisé qui dispose :

*« Elles sont collectées et évacuées dans le milieu naturel, sous réserve de respecter au droit du rejet, les valeurs limites ci-après :*

*[...]*

*• MES (NF-EN 872) : 35 mg/l. »*

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 18 juillet 2025, l'exploitant déclare à l'inspection que les analyses des niveaux limites de bruit ne sont pas réalisées ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité est de nature à impacter la prévention des nuisances sonores ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2010 susvisé qui dispose :

*« L'exploitant doit faire réaliser [...] tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle du respect des valeurs du niveau limite et de l'émergence des émissions sonores générées par son établissement. La mesure de l'émergence s'effectue en limite de propriété de l'habitation tiers la plus proche de l'établissement. »*

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 18 juillet 2025, l'exploitant déclare à l'inspection que les analyses des rejets en poussières des cyclones ne sont pas réalisées ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité est de nature à impacter la prévention de la pollution atmosphériques ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé qui dispose :

*« [...] »*

*Une mesure de poussières totales est effectuée au minimum tous les trois ans par un organisme agréé.*

*[...] »*

**CONSIDÉRANT** que ces manquements révèlent que l'exploitant ne respectent pas les dispositions de la portée de l'autorisation qui lui permettent d'apporter la preuve que les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont protégés par les dispositions de conception des installations qui lui sont prescrites ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société APAC 29 de satisfaire les dispositions des articles 1.2.1 et 1.3.2. de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2010 susvisé ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## ARRETE

### Article 1

La société APAC 29 (AIOT n°0005516611) exploitant un établissement exerçant des activités de scierie, dépôt de bois et traitement du bois à Lothey, sise ZA de Ty Hémon à Lothey (29190) est **mise en demeure** *respectivement* **de respecter dans un délai de 3 mois** les dispositions des articles :

- 1.1.1, 4.3.2 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2010 susvisé relatives à la situation administrative de l'établissement, aux caractéristiques des effluents rejetés et au contrôle des niveaux de bruit ;
- 45 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé relatives à la mesure des poussières rejetées.

### Article 2 – Sanctions administratives

Dans le cas où l'obligation à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

### Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### Article 4 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 5 – Exécution et ampliation

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société APAC 29 et dont une copie sera adressée à la Maire de Lothey.

Pour Le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

#### Destinataires :

- Mme. la Maire de Lothey
- DREAL Bretagne / UD 29
- Société APAC 29